



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN, D'HYGIENE ET DE PETITS MATERIELS POUR LA COMMUNE ET LE CCAS DE VAL-DE-REUIL

Date et heure limites de réception des offres :
Mardi 3 juin 2025 à 17:30

COMMUNE DE VAL-DE-REUIL
70 rue Grande
BP 604
27106 VAL-DE-REUIL

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN, D'HYGIENE ET DE PETITS MATERIELS POUR LA COMMUNE ET LE CCAS DE VAL-DE-REUIL
	Mode de passation	Procédure adaptée
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Délai de validité des offres	120 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Renouvellement	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Développement durable.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
6.1 - Transmission électronique.....	11
6.2 - Transmission sous support papier.....	13
7 - Examen des candidatures et des offres	13
7.1 - Sélection des candidatures.....	13
7.2 - Attribution des accords-cadres	13
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
8 - Renseignements complémentaires.....	14
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
8.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN, D'HYGIENE ET DE PETITS MATERIELS
POUR LA COMMUNE ET LE CCAS DE VAL-DE-REUIL

Lieu(x) d'exécution :

Val-De-REUIL

27100 Val-de-Reuil

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec un minimum et un maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	CONSOMMABLES/USAGE UNIQUE
02	CHIMIE/LESSIVIELS
03	PETIT MATERIEL ET MICROFIBRES

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	33771000-5	Produits en papier à usage sanitaire
02	24900000-3	Produits de chimie fine et produits de chimie variés
02	39291000-8	Fournitures pour blanchisserie
03	39224300-1	Balais et brosses et autres produits de nettoyage ménager
03	39510000-0	Articles textiles ménagers

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire technique	Non
Le catalogue des prix du fournisseur	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
Echantillons	Non

La signature de l'ensemble des documents énumérés hors échantillons sera réclamée à l'attributaire du marché.

5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront pendant la phase de publication, les échantillons mentionnés ci-après. La date limite de réception des échantillons est au plus tard à la date de remise des offres figurant sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons, maquettes ou prototypes suivants :

LOT	N° de prix	DESCRIPTION de l'échantillon	Quantité minimum
LOT 1	1	Gant nitrile bleu AQL 1,5 non-poudre SMALL	10 paires
	12	Sur chaussure PLP blanc et bleu 60 microns semelle plastifiée	10 paires
	13	KIT VISITEUR : masque 1pli, charlotte, blouse, Sur chaussures	1 kit
	14	charlotte blanche ronde diamètre 61cm	10 unités
	15	Calot blanc ajustable jetable	10 unités

	16	Masques chirurgicaux respectant la norme EN 14683 + AC : 2019	1 sachet de masques
	20	Sac poubelle 110l noir par 1000 44M/500	5 sacs poubelles
	22	Sac poubelle transparent 110L fort pour poubelles extérieures (mobilier urbain)	5 sacs poubelles
	26	P.H rouleau 1150F 2 plis blanc distribution par feuille	1 rouleau
	28	Essuie mains rouleau blanc 2plis ECOLABEL, dévidoir central, 160m ouate de cellulose film plastique individuel	1 rouleau
	29	Essuie mains blanc plis V 24 X 21 2 plis	1 paquet
	30	Mouchoir ouate 2F Prestige	1 boîte de 100

N° LOT	N° de prix	DESCRIPTION de l'échantillon	Quantité minimum
LOT 2	1	Détergent neutre ECOLABEL (ou équivalent)	1 bidon de 1L
	2	détergent détartrant désinfectant désodorisant sanitaire (4 en 1) ECOCERT	1 pulvérisateur de 150
	3	Désinfectant dégraissant moussant contact alimentaire	1 L
	7	Dégraissant sol carrelé	1l
	9	lessive poudre désinfectante	1 seau de 5Kg
	12	Agent blanchisseur	1L
	13	détartrant puissant pour remise en état	1L
	14	détachant tables	750 ML
	20	Pastilles de lavage vaisselle	10 pastilles
	25	dégraissant four	150 ml
	26	plonge manuelle	1L
	27	Savon mousse recharge poche	1L
	29	Savon Bactéricide recharge poche	1L
	30	Nettoyant main parfumé enfant	500

N° LOT	N° de prix	DESCRIPTION de l'échantillon	Quantité minimum
LOT 3	1	Vaporisateur vide + tête (identifié)	Vapo vide 1unité
	20	Peau mouilleur	1 unité
	22	raclette sol alimentaire env 45cm blanche	1 unité
	30	tampon pourpre	1 unité
	41	Lavette microfibres bouclée 40 x 40 JAUNE multi usages pour surfaces diverses	1paquet de 5
	42	Lavette microfibres lisse 40 x 40 JAUNE multi usages pour surfaces diverses	1 paquet de 5

	45	Lavette micro fibre spécial inox de couleur vert - dimension 35 x45 cm environ - poids 130g/m2 ET < 1 decitex	1 paquet de 5
	49	Bandeaux pour lavage par pré imprégnation. Fixation par bandes auto-agripantes - Composée minimum de 50% de microfibre et de tricomposition minimum avec effet grattant.Poids moyen de 110 grammes. Rendement minimum de 50 m². Fibres inférieures à 1 décitex, résistant au lavage en machine à 60° C minimum et égal ou supérieur à 600 lavages. Pouvant être séchée en sèche-linge. Repères par code couleur et numéro au minimum 5 dimension 14x50 cm environ	2
	50	Bandeaux pour dépoussiérage des surfaces. Fixation par bandes auto-agripantes - Bandeau microfibre résistant lavage en machine en machine 60° C minimum, égal ou supérieur à 600 lavages, pouvant être séchée en sèche-linge dimension 14x50 cm environ	2
	52	Bandeau de lavage par pré imprégnation pour kit mobilier, vitres et surface de faible hauteur.	1 unité
	53	Gants à vitres - Composition 100% microfibre. Fibres inférieures à 1 décitex. Poids de 200 grammes au m² minimum. Résistant à un nombre de lavage en machine égal ou supérieur à 250 lavages dimension 14x25 cm environ	1 unité
	55	Eponge mélamine	1
	58	Gant de dépoussiérage	1

Lieux et adresse de livraison des échantillons pour les lots :

Service PERHYS
Commune de Val-De-Reuil
70 rue Grande
BP 604
27106 VAL-DE-REUIL

Lundi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Mardi De 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30

Mercredi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Jeudi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Vendredi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Samedi De 9h à 12h00

Les candidats devront les faire parvenir obligatoirement sous peine de rejet de leur offre.

Les quantités d'échantillons mentionnées dans le tableau joint sont des quantités minimales.

Les candidats pourront fournir des échantillons en quantité supérieure en fonction de leur conditionnement.

L'emballage d'expédition devra porter la mention : "SPECIMENS" ainsi que l'intitulé de la consultation.

Les échantillons devront être accompagnés d'un bordereau de livraison comportant le numéro et la désignation du lot auquel ils se rapportent ainsi que la désignation du produit.

Aucune indication de prix ne devra y figurer.

Les échantillons seront livrés avec les fiches techniques correspondantes et les modes d'emploi, en langue française. En l'absence de ces indications, les échantillons ne seront pas testés.

Les échantillons sont fournis à titre gracieux par les candidats, en franco de port et d'emballage.

Les échantillons à usage unique seront consommés dans le cadre des essais.

Les candidats non retenus pourront récupérer les échantillons non consommables sur demande écrite et sur rendez-vous auprès de la Responsable Ressources Direction Petite Enfance Restauration Hygiène et Sécurité l'adresse courriel ci-après : edesmoulins@valdereuil.fr et ce dans un délai de 2 mois après la date de notification. Passé ce délai, les échantillons seront acquis par la collectivité.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.achatpublic.com>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Commune de Val-De-Reuil
70 rue Grande
BP 604
27106 VAL-DE-REUIL

Lundi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Mardi De 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30

Mercredi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Jeudi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Vendredi De 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

Samedi De 9h à 12h00

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :
Aucun formalisme n'est imposé néanmoins il est rappelé au candidat d'être diligent sur la longueur du nommage des fichiers pouvant engendrer l'impossibilité d'ouverture des pièces.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 500 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation, mais est fortement recommandée.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
1-1 Qualité des échantillons	50.0%
1-2-Service après-vente et délai de livraison	15.0 %
1-3-gestion de la commande	25.0 %
1.4-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %
2-1 Détail quantitatif estimatif	50%
2-2 pourcentage de rabais sur catalogue	50%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Les critères sont notés sur 100.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- Soit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.
- Soit de procéder à une négociation avec les trois candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères de jugement des offres retenus. Si tel est le cas, la (ou les) négociation(s) se déroulera (ront) dans les conditions ci-dessous soit par écrit, soit oralement, soit en combinant ces deux modes.

Négociation écrite

Les candidats recevront de la part de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, par écrit (courrier ou courriel), une proposition de négociation dans laquelle figureront les éléments suivants :

- Intitulé du marché ;
- Objet de la négociation ;
- Date et heure limites à laquelle le candidat devra proposer sa nouvelle offre, étant précisé qu'en l'absence de nouvelle proposition, le candidat sera réputé maintenir son offre initiale.

Négociation orale :

Lorsque le pouvoir adjudicateur considère qu'une négociation orale avec les candidats ayant remis une offre conforme est nécessaire, il en informe ceux-ci par écrit (courrier ou courriel), et en précise les caractéristiques (date et lieu de la négociation, objet et durée de celle-ci, etc.). Dans les trois jours ouvrables suivant chaque séance orale de négociation, un compte-rendu écrit (courrier ou courriel) sera adressé par le pouvoir adjudicateur au candidat, celui-ci disposant alors d'un délai de deux jours ouvrables pour émettre ses éventuelles observations et confirmer, le cas échéant, sa nouvelle proposition.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.achatpublic.com>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel : prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Recours de pleine juridiction : arrêt Tarn-et-Garonne. Le recours doit être exercé par un tiers de contester la validité du contrat ou certaines de ses clauses devant un juge de plein contentieux, y compris pour les contrats relatifs à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Recours pour excès de pouvoir : Le régime contentieux obéit aux règles classiques de recevabilité des recours pour excès de pouvoir. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

